



LETTRE D'INFORMATION - JUIN 2017

1 JUIN 2017

Who's Who Legal 2017 – Distinctions

Nil Symchowicz et le Cabinet SW Avocats sont fiers de figurer, au sein du dernier Who's Who Legal, parmi les 20 avocats disposant de la meilleure expertise en droit des contrats publics et en droit administratif. Merci à tous pour votre confiance !

Retrouvez-nous sur Twitter

Pour suivre l'actualité du droit public et privé des projets publics et du Cabinet, suivez notre fil [@SW_Avocats](#)

Droit public

Gouvernance & Organisation

[Réforme territoriale : incidences de la suppression de la clause générale de compétence des départements et des régions](#)

Par une décision du 12 mai 2017, le Conseil d'État rejette les recours présentés, entre autres, par l'Assemblée des départements de France (ADF) contre deux instructions du 22 décembre 2015...

[Précisions relatives au remplacement des conseillers communautaires](#)

Par une décision en date du 26 avril 2017, mentionnée dans les tables du Recueil Lebon, le Conseil d'État juge que, sauf à ce qu'ils démissionnent ou deviennent inéligibles...

Les dernières missions du pôle « Gouvernance & Organisation »

Assistance d'une communauté d'agglomération dans une problématique de reversement d'un fonds de roulement d'un syndicat mixte auquel elle adhère

Assistance dans la contestation d'un pacte financier et fiscal établi par un EPCI

Analyse juridique sur le régime des fonds de concours à un EPCI pour le déploiement Très Haut Débit

Analyse de la gestion déléguée des aides de secours d'urgence entre collectivités publiques et de la gestion déléguée de la gestion administrative des aides de secours d'urgence aux Missions Locales

Commande publique

[Validation implicite du projet de décompte dans un marché de maîtrise d'œuvre](#)

Par une décision en date du 17 mai 2017, le Conseil d'État précise que le silence gardé par le maître d'ouvrage à la suite de la transmission d'un projet de décompte dans le cadre d'un marché de maîtrise d'œuvre...

[Précisions sur le contenu des missions de la maîtrise d'œuvre dans les marchés globaux](#)

Le décret n° 2017-842 du 5 mai 2017 portant adaptation des missions de maîtrise d'œuvre aux marchés globaux pris en application de l'article 91 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016...

[Précisions entourant la preuve de la capacité des candidats](#)

Dans un arrêt du 4 mai 2017, la Cour de justice de l'Union européenne précise les règles entourant la possibilité pour un candidat de se prévaloir de l'expérience d'une entité tierce...

[Pas d'obligation pour le pouvoir adjudicateur de se prononcer sur l'applicabilité des obligations de reprise du personnel](#)

Par une ordonnance rendue le 4 mai 2017, le juge des référés précontractuels du Tribunal administratif de Paris rappelle, notamment, la portée de l'obligation de reprise du personnel de l'article L. 1224-1...

[Absence de droit au paiement direct du sous-traitant agréé en l'absence d'accord de l'entrepreneur principal](#)

Par une décision en date du 19 avril 2017, le Conseil d'État incite les sous-traitants à se montrer vigilants quant au formalisme à respecter pour bénéficier...

Les dernières missions du Pôle « Commande publique »

Analyse juridique concernant le recours par une collectivité publique au bail à construction pour l'implantation d'une clinique privée et réflexion sur l'étendue et la substance des droits réels dont est titulaire le preneur à bail

Défense des intérêts d'un EPIC national dans le cadre d'un contentieux portant sur les conditions d'exécution d'un marché public de travaux

Gestion de la défense dans le cadre d'un référé précontractuel contestant la procédure de DSP pour la construction et l'exploitation d'un crématorium sur une durée de 30 ans

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation de l'appel d'offres, la négociation, la mise au point et la notification d'un marché public global de performance (MPGP) relatif à l'aménagement numérique (très haut débit-fibre optique) et pour la rédaction de la convention de groupement correspondante entre les deux collectivités

Partenariats public-privé

[Nouvelles précisions du Conseil d'État sur le régime des concessions de services](#)

Par trois décisions rendues le 24 mai 2017, le Conseil d'État apporte diverses précisions sur le régime juridique des concessions de services...

[Publication du décret permettant la conclusion de contrats de crédit-bail pour le compte des établissements de santé](#)

L'entrée en vigueur du décret n° 2017-317 du 10 mars 2017 permet aux établissements de santé de recourir, dans une certaine mesure, au crédit-bail pour la réalisation, la modification ou la rénovation de leurs biens immobiliers...

Les dernières missions du Pôle « Partenariats public-privé »

Assistance d'un Département dans la négociation avec un établissement bancaire pour la reconfiguration du financement d'un contrat de partenariat

Accompagnement juridique en vue de la conclusion d'un contrat de concession de services portant sur l'exploitation d'un casino et d'équipements accessoires

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation d'un contrat de concession portant sur la conception, réalisation exploitation d'un incubateur – pépinière – hôtel d'entreprises dans les conditions de l'ordonnance du 29 janvier 2016

Urbanisme, immobilier, construction

[L'acte instituant un droit de préemption urbain ne revêt pas un caractère réglementaire](#)

Par une décision du 10 mai 2017, le Conseil d'État restreint les moyens susceptibles d'être soulevés à l'appui d'un recours à l'encontre d'une décision de préemption...

[Le moyen tiré de l'illégalité de la délibération prescrivant les objectifs poursuivis par un PLU ne peut être invoqué contre la délibération approuvant le plan](#)

Abandonnant une jurisprudence peu ancienne (CE 10 février 2010, *Commune de Saint-Lunaire*, req. n° 327149, aux Tables p. 921), le Conseil d'État a...

Les dernières missions du Pôle « Urbanisme, immobilier, construction »

Défense de la commune dans le cadre du recours en annulation formé par un habitant contre la délibération approuvant la révision du PLU de la commune

Assistance d'une Métropole dans le cadre de l'organisation du transfert de gestion d'un port de l'État et des accessoires (domaine public maritime)

Analyse des conséquences de l'annulation d'une déclaration d'utilité publique par la CAA / étude des scénarios envisageables

Économie mixte et service public

[Lancement de la première SEMOP dans le domaine de l'énergie](#)

La ville d'Amiens vient de mettre en place la première SEMOP dans le domaine énergétique. Amiens Énergies, née le 1^{er} janvier 2017, aura en effet pour objet d'exploiter et développer le réseau de chaleur de la ville...

[Qualification de document administratif communicable : critère du service public](#)

Par une décision du 21 avril 2017, le Conseil d'État fait une application remarquée de la loi du 17 juillet 1978, en particulier de son article 1^{er} qui dispose que...

Les dernières missions du Pôle « Économie mixte et service public »

Conseil d'une Communauté d'agglomération dans le cadre d'une réflexion pour la création d'une société dédiée (SA, SEM, SEMOP...) pour la création/exploitation d'une unité de méthanisation

AMO pour la conclusion du contrat de concession de distribution publique d'électricité

Analyse juridique de la possibilité de transformer une concession de propane en gaz naturel et examen de la légalité de l'avenant projeté

Fonctions publiques

[Les pompiers volontaires et le droit de se syndiquer](#)

Par une décision rendue le 12 mai 2017, le Conseil d'État juge que les sapeurs-pompiers volontaires peuvent constituer des organisations syndicales, y adhérer ou être représentés par ces organisations...

[Le point de départ du délai de recours contentieux en cas de refus de l'agent de recevoir le pli en main propre](#)

Dans une décision en date du 10 mai 2017, le Conseil d'État semble infléchir sa position jusqu'alors rigoureuse quant à l'application des dispositions de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative...

[Étendue du pouvoir souverain du jury d'examen](#)

Par un arrêt du 12 mai 2017, qui sera mentionné aux Tables, le Conseil d'État confirme le caractère souverain d'un jury d'examen...

[Publication du décret sur le référent déontologue](#)

Créé par la loi n°2016-483 *relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires* du 20 avril 2016, l'article 28bis de la loi n°83-634 *portant droits et obligations des fonctionnaires* dispose...

Les dernières missions du Pôle « Fonctions publiques »

Analyse de la situation d'un agent contractuel d'une autorité administrative indépendante et assistance dans la mise en œuvre d'une procédure de rupture de son contrat pour inaptitude physique

Défense de la commune dans le cadre du recours en annulation formé par un agent contre son évaluation professionnelle annuelle

Analyse de la situation d'un agent territorial se plaignant de harcèlement moral et se rendant lui-même coupable d'agissements fautifs à l'égard de ses collègues et supérieurs hiérarchiques

Représentation en justice d'un établissement public dans le cadre d'un référé suspension et d'un recours en annulation formés par un agent contractuel contre la décision prononçant son licenciement en fin de période d'essai

Droit privé



Droit privé et collectivités publiques

[Délit de détournement de biens : précisions sur la prescription et la caractérisation de l'infraction](#)

Un directeur d'agence de la Banque Postale a été condamné en première instance et en appel pour détournement de fonds par une personne chargée d'une mission de service public...

Entreprises privées

[Effet d'un transfert d'entreprise portant application de plein droit de l'article L.1224-1 du Code de travail sur le statut cadre du salarié](#)

Dans un arrêt du 20 avril 2017, la Cour de cassation s'est prononcée sur le maintien d'un statut catégoriel issu de la classification de la convention collective applicable...

[Résiliation d'une concession domaniale et procédure collective](#)

Par un traité de concession conclu le 25 juin 1981, une Société d'économie mixte (SEM) avait autorisé une SARL à occuper un carreau dans un de ses immeubles...
